



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

Secrétariat
Général

Direction de
l'évaluation,
de la prospective
et de la performance
(DEPP)

Sous-direction
des évaluations
et de la performance
scolaire (DEPP B)

61-65, rue Dutot
75732 Paris
Cedex 15

Et

Service
de l'action
administrative
et des moyens

Sous-direction
des achats

Bureau
De la stratégie et de
l'ingénierie des achats
SAAM B1

61-65, rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Procédure n° MEN-SG-AOO-25025

Objet : Maintien des évaluations téléchargeables existantes, développement des évaluations téléchargeables sur tablettes et mise à disposition d'une plate-forme permettant la conception et l'intégration des items ainsi qu'une instance de recueil des données de passation pour le ministère chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE	4
3.1/ Allotissement	4
3.2/ Forme et montant du marché	4
3.3/ Procédure	4
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7/ CLAUSE SOCIALE - ACTION D'INSERTION	6
ARTICLE 8/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	10
ARTICLE 9/ CLAUSE DE REEXAMEN	11
ARTICLE 10/ PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 11/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 12/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	12
12.1/ Conduite des prestations	12
12.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère	13
12.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire	13
12.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum	14
ARTICLE 13/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	14
ARTICLE 14/ PENALITES	15
14.1/ Pénalités de retard	15
14.2/ Pénalités pour indisponibilité	15
14.3/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels	16
ARTICLE 15/ PRIX DU MARCHE	16
15.1/ Contenu des prix	16
15.2/ Forme des prix	16
15.3/ Révision des prix	16
ARTICLE 16/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	17
16.1/ Facturation	17
16.2/ Délais de paiement	18
16.3/ Avance	19

16.4/ Acomptes	19
16.5/ Cession ou nantissement des créances	19
ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	19
17.1/ Assurance	19
17.2/ Justificatifs sociaux	20
17.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché	20
17.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire	20
17.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	20
ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....	21
ARTICLE 19/ RESILIATION	21
ARTICLE 20/ SOUS-TRAITANCE.....	21
ARTICLE 21/ DIFFERENDS ET LITIGES	22
ARTICLE 22/ DEROGATIONS	22

Annexe 1 : Traitement des données à caractère personnel (RGPD)

PREAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) :

- le ministère chargé de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche est désigné sous l'appellation « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le maintien des évaluations téléchargeables existantes, le développement des évaluations téléchargeables sur tablettes et la mise à disposition d'une plate-forme permettant la conception et l'intégration des items ainsi qu'une instance de recueil des données de passation pour le ministère chargé de l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seule foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Règlement RGPD.
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : architecture fonctionnelle,
 - Annexe 2 : exigences fonctionnelles.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes, notamment le plan d'assurance sécurité (PAS) et le plan d'assurance qualité.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE

3.1/ Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

3.2/ Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 000 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.3/ Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande établis sur la base du bordereau de prix selon les conditions de détermination des prix définies au présent CCAP.

****MISSION 1 « INITIALISATION DU MARCHE ».**

Les prestations de cette mission sont commandées selon les besoins à satisfaire et chaque unité d'œuvre est commandée au maximum une seule fois pour toute la durée du marché.

****MISSION 2 « PRISE EN CHARGE DE L'EXISTANT ».**

Cette mission est commandée au maximum une seule fois pour toute la durée du marché.

****MISSION 3 « MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME D'INTEGRATION DES ITEMS D'EVALUATIONS ».**

Les prestations de cette mission sont commandées en tant que de besoin par des bons de commande successifs comportant une ou plusieurs unités d'œuvre et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché.

****MISSION 4 « PRESTATIONS DE SUPPORT ET DE MAINTENANCE ASSOCIEES ».**

Les prestations de cette mission sont commandées en tant que de besoin par des bons de commande successifs comportant une ou plusieurs unités d'œuvre et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché.

****MISSION 5 « DEVELOPPEMENT D'EVALUATIONS TELECHARGEABLES ».**

Les prestations de cette mission sont commandées en tant que de besoin par des bons de commande successifs comportant une ou plusieurs unités d'œuvre et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché.

****MISSION 6 « HEBERGEMENT DES DONNEES SUR UNE INFRASTRUCTURE DEDIEE ».**

Les prestations de cette mission sont commandées en tant que de besoin par des bons de commande successifs comportant une ou plusieurs unités d'œuvre et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché.

****MISSION 7 « TRANSFERT DE COMPETENCES ET ASSISTANCE A LA REVERSIBILITE ».**

Cette mission est commandée au maximum une seule fois pour toute la durée du marché.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Les délais maximums d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 3 mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7/ CLAUSE SOCIALE - ACTION D'INSERTION

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

7.1/ Les publics visés

Les publics visés :

- *les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)*
- *les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans*
- *les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit*
- *les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)*
- *les personnes percevant une pension d'invalidité*
- *les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi*
- *les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)*
- *les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »*
- *les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet*

- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

7.2 / Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Intitulé du lot	Nombre d'heures d'insertion minimale à réaliser lors de la première année d'exécution	Nombre d'heures d'insertion minimale à réaliser pour chaque année de reconduction
Marché de transport par taxis des agents relevant des ministères sociaux	750 heures	750 heures

7.3/ Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

7.4/ Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA
Chargé de projets Clauses sociales et Relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

7.5/ Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner

accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 8/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dispositions générales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application pour le présent marché des articles L.2112-2, L.2112-3, R.2111-4 et R.2111-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Politique IT

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché. Il rend compte, à la demande du ministère, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;
- de gestion des courriels raisonnée ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché. »

Services numériques écoresponsables :

La plateforme permettant la conception et l'intégration des items mise à disposition par le titulaire doit s'inscrire dans une démarche de mise en conformité avec les exigences du Référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN).

A partir de l'admission de la mission 3, le titulaire justifie par tout moyen dans un délai maximum d'un mois s'inscrire dans cette démarche, notamment en communiquant au ministère le résultat de l'autodiagnostic réalisé avec l'outil NumEcoDiag au format CSV (NumEcoDiag - Numérique écoresponsable (numerique.gouv.fr)).

ARTICLE 9/ CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

La procédure décrite ci-dessous n'entraîne pas l'interruption de l'exécution des prestations prévues au présent marché.

La partie qui estime que le réexamen des prix doit avoir lieu, doit notifier, par courriel à l'autre partie la survenance d'une de ces hypothèses et démontrer les conséquences évoquées. A la suite de cette notification, les parties se rapprocheront dans les plus courts délais pour, dans l'esprit du marché, envisager les dispositions techniques ou financières nécessaires pour la prise en compte de la circonstance évoquée dans une position d'équilibre comparable à celle qui a présidé à l'établissement du présent marché.

ARTICLE 10/ CONCESSION DE DROIT D'USAGE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1/ Droit d'usage de la plate-forme d'intégration

Dans les conditions définies à l'article 4.2 du CCTP et selon les montants inscrits au bordereau des prix annexés à l'acte d'engagement, le titulaire concède, à titre non exclusif, au ministère, le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article L.122-6 1° du code de la propriété intellectuelle, le logiciel et la documentation associée y afférant pour les besoins découlant de l'objet du marché, pour la durée de la redevance.

Les droits d'utilisation et leur modalité d'acquisition s'étendent au progiciel, aux modules optionnels retenus au titre de la solution, aux développements spécifiques effectués pour le compte du ministère sur la solution, aux autres progiciels ou parties de progiciels venant en complément de la solution, ainsi qu'à la documentation y afférente.

Le ministère s'engage à ce que ces concessions de droit d'utilisation ne soient utilisées que pour ses besoins propres. Le ministère s'interdit, sans l'accord du titulaire, de céder ou conférer à un tiers, un droit d'utilisation desdits progiciels en tout ou partie.

Le ministère se réserve le droit de demander au titulaire de déposer ou faire déposer les Codes sources du progiciel et de la solution mise à disposition dans le cadre du présent marché, ainsi que tout élément permettant de l'utiliser pour la destination prévue dans l'objet du marché, à l'agence pour la protection des programmes, ou dans un organisme désigné par lui à la condition exclusive que l'organisme soit situé en France. En cas de défaillance du titulaire, ce dernier s'engage à permettre au ministère d'accéder gratuitement aux Codes sources du progiciel, sa documentation, aux supports de formation et aux éléments décrits ci-avant.

Si la solution choisie par le titulaire met en œuvre des logiciels soumis au régime juridique des « logiciels libres », celle-ci doit présenter des garanties juridiques équivalentes à celles offerts par des logiciels propriétaires. Ainsi, par dérogation à l'article 30.7 du CCAG/TIC, le titulaire du marché est garant du bon fonctionnement de son produit, quel que soit le statut juridique des éléments qu'il y intègre et même si ceux-ci sont soumis à une licence qui est elle-même restrictive sur l'aspect des garanties et des responsabilités.

10.2/ Droit de propriété des livrables

Le ministère demeure propriétaire des livrables désignés dans le marché, à l'exception de la documentation de la solution. A ce titre, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit

d'auteur défini à l'article 123-1 du Code de la propriété intellectuelle, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation des prestations du présent marché sur tous les livrables décrits au présent marché, dont les évaluations sur tablettes et à l'exception des codes sources du progiciel de la plateforme d'intégration des items sa documentation et de tous les documents liés à l'outil protégés par le droit d'auteur.

Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au ministère les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, le droit de mise sur le marché, c'est-à-dire le droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, le droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et internet, audiovisuelle et publication papier, sans que cette liste soit considérée comme limitative.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les livrables cités dans le présent marché, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

ARTICLE 11/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble de la prestation objet de la commande, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les couts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placées sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

ARTICLE 12/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

12.1/ Conduite des prestations

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

12.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère

Le ministère nomme un responsable opérationnel du marché qui assurera le suivi des différentes prestations et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

A cet effet, le ministère communique au titulaire le nom et la fonction du responsable opérationnel.

12.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le ministère de son organisation et à préciser nominativement les responsables en relation directe avec le ministère ainsi que leurs coordonnées (localisation, téléphone et adresse électronique).

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations objet du présent marché.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne un correspondant permanent, chef de projet. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Il rend compte régulièrement et/ou à la demande du ministère de la nécessaire coordination des travaux et des savoirs que seront amenés à mettre en œuvre les différents intervenants du titulaire.

12.1.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence d'un des responsables du marché ou d'exécution du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un responsable de remplacement.

En cas de modification de son équipe, et notamment de changement de correspondant, par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment en termes de planning.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception du courrier du titulaire l'informant du changement de correspondant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

À défaut de désignation dans le délai imparti ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 21 du présent CCAP.

12.1.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Dans ce cas, le titulaire met à disposition du ministère un ou des nouveaux intervenants d'une compétence conforme aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Ces remplacements devront être effectifs dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification écrite de récusation adressée au titulaire.

Si le titulaire est dans l'incapacité de présenter des intervenants de profils adaptés et si cette incapacité entraîne un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 14 du présent document.

12.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état trimestriel de la consommation ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

ARTICLE 13/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

En application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 portant sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, le titulaire et son personnel sont tenus au secret statistique pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents traités dans le cadre des prestations du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article et à le(s) communiquer au ministère.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts en application de l'article 19 du présent CCAP.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalé comme tel, dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

ARTICLE 14/ PENALITES

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

14.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé comme suit :

- Fourniture des livrables

Au-delà de 10 jours ouvrés de retard dans la livraison d'un livrable, le ministère applique une pénalité de cinq cents (500) € HT par jour ouvré de retard.

- Retard pour présenter un profil conforme (y compris dans le cadre d'un remplacement)

En cas de retard dans la désignation d'un remplaçant, le ministère applique une pénalité de cinq cents (500) € HT par jour ouvré de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant total commandé.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG/TIC, passé un délai de deux mois de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

14.2/ Pénalités pour indisponibilité

Un service est déclaré indisponible s'il ne répond pas aux exigences de qualité et de disponibilité du service exigés par le cahier des clauses techniques particulières.

Pendant la période de passation des évaluations, au-delà de trente (30) minutes d'indisponibilité, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, une pénalité d'un montant de cinq cents (500) € HT toutes les trente (30) minutes d'indisponibilité constatée.

Cette pénalité ne s'applique pas si l'interruption est à l'initiative du ministère.

14.3/ Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévus dans les documents contractuels

En cas de non-respect des conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 200 euros HT par manquement.

14.4/ Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 160 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15/ PRIX DU MARCHE

15.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

15.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires, conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

15.3/ Révision des prix

Les prix sont révisables une fois par an à la date anniversaire du marché (date de notification).

- Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres.
Le mois de réception des offres est appelé « mois zéro ».

- Modalités de révision des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante »

$$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$$

dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P₀ = le prix initial ;

- Syntec révisé = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de révision ;
- Syntec révisé 0 = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr

Pendant le préavis, les services du ministère peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

ARTICLE 16/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

16.1/ Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

la date de délivrance et le numéro de la facture ;
 le nom et l'adresse du service émetteur ;
 le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
 le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 sa domiciliation bancaire ;
 le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
 les références administratives du marché (numéros du marché) ;
 les références du bon de commande ;
 le récapitulatif des prestations ;
 le montant de la facture, en HT et TTC ;
 le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le ministère par courrier postal ou courrier électronique.

16.2/ Règlements

La facturation est effectuée par le titulaire à la validation des prestations comme suit :

****MISSION 1 « INITIALISATION DU MARCHE »**

Le titulaire émet une facture du montant total de la mission, après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la mission 1.

****MISSION 2 « PRISE EN CHARGE DE L'EXISTANT ».**

Le titulaire émet une facture du montant total de la prestation après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100% du montant de la facture.

****MISSION 3 « MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME D'INTEGRATION DES ITEMS EVALUATIONS ».**

Le titulaire émet une facture du montant total de la prestation après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100% du montant de la facture.

****MISSION 4 « SUPPORT TECHNIQUE ET MAINTENANCE APPLICATIVE ».**

Pour le support technique, le titulaire émet une facture avec terme à échoir à compter de la date de livraison du support commandé.

Pour la maintenance corrective, le titulaire émet une facture trimestrielle terme à échoir, correspondant à 25 % du montant trimestriel, à compter de la livraison de la maintenance corrective commandée.

Pour la dernière année d'exécution du marché, le montant du forfait sera calculé au prorata du nombre de mois effectifs de la période de support et de maintenance considérée.

Pour la maintenance adaptative et l'expertise technique, le titulaire émet une facture du montant total de la prestation après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la facture.

****MISSION 5 « DEVELOPPEMENT D'EVALUATIONS TELECHARGEABLES ».**

Le titulaire émet une facture du montant total de la prestation après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le ministère pour chaque lot fonctionnel.

Le règlement s'effectue à 100% du montant de la facture.

****MISSION 6 « HEBERGEMENT DES DONNEES SUR UNE INFRASTRUCTURE DEDIEE ».**

Pour l'hébergement des données d'une campagne d'évaluation, le titulaire émet une facture du montant total de la prestation en fonction du nombre d'élèves attendus pour une campagne lors de la recette définitive établie par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100% du montant de la facture.

****MISSION 7 « TRANSFERT DE COMPETENCES ET ASSISTANCE A LA REVERSIBILITE ».**

Le titulaire émet une facture du montant total de la prestation après réception du procès-verbal de recette définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100% du montant de la facture.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondant au montant des UO réceptionnées.

16.3/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

16.4/ Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois ; et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Conformément à l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

16.5/ Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

16.6/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

17.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues

par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 21 du présent CCAP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

17.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

17.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes-rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 19/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En plus des cas prévus à l'article 50.2 du CCAG-TIC, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans les cas suivants :

- en cas de non réception des missions 3, 5 et 6, le ministère peut décider de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement ;
- à compter de 10 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 8 du CCAG-TIC, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 20/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 21/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 22/ DEROGATIONS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 12	Conduite et suivi des prestations	Articles 3.4.2
Article 14	Pénalités	Articles 14.1.3
Article 14.1	Pénalités de retard	Articles 14.1 ; 14.1.2 ; 50.2
Article 14.2	Pénalités pour indisponibilité	Article 14.2
Article 17.1	Assurance	Article 9.2
Article 19	Résiliation	Article 47 à 54 ; 50.2 ; 54 et le chapitre 8